

BANQUE DE FRANCE

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2025 ET PERSPECTIVES 2026

Février 2026

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

Contexte National

L'économie française résiliente malgré les incertitudes

Malgré une succession de chocs depuis le début de la décennie (crise covid, guerre russe en Ukraine, crise inflationniste, guerre commerciale), l'économie mondiale continue de résister en 2025 et l'inflation continue de refluer même si son retour vers sa cible est plus lent que prévu aux Etats-Unis. Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2026](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,3 % en 2025. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 1,4 % en 2025, après une hausse de 0,9 % en 2024.

En France, sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après la première estimation des comptes nationaux trimestriels de l'INSEE. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister dans un contexte de haut niveau de déficit public et d'incertitudes politiques en France et dans le monde. Comme en 2024, la résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'information communication, les services aux entreprises et les services financiers. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière connaît une légère hausse en 2025, portée par le fort dynamisme des matériels de transports en particulier l'aéronautique, rebondissant après une forte baisse en 2024. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2025 alors que certains signes de reprises apparaissent à partir du deuxième semestre.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2025, l'activité se raffermirait pour atteindre 1,0 % en 2026 et 2027, et 1,1 % en 2028, soutenue par le redressement de la consommation des ménages et l'investissement privé.

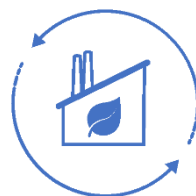
En 2026, la consommation des ménages (+ 0,8 %) progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025, portée par la croissance de la masse salariale réelle, qui resterait résiliente malgré un marché du travail moins propice. L'investissement des entreprises se redresserait en moyenne annuelle, après avoir été pénalisé par l'incertitude en 2025. Par ailleurs, l'investissement des ménages remonterait graduellement en 2026 après une croissance légèrement positive en 2025.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. En 2025, le marché du travail est entré dans une phase transitoire de ralentissement. L'emploi total continuerait de progresser très modérément jusqu'à fin 2026, avant de réaccélérer. Enfin, le taux de chômage atteindrait 7,6 % en moyenne annuelle en 2025 puis augmenterait légèrement à 7,8 % en 2026, avant de repartir à la baisse pour s'établir à 7,4 % en 2028.

L'inflation resterait inférieure à 2 % sur l'horizon de prévision. Après 2,3 % en 2024, l'inflation totale (IPCH) en moyenne annuelle atteindrait un point bas en 2025 à 0,9 %, lié au recul marqué des prix de l'énergie consécutif à la baisse des tarifs réglementés de l'électricité et du prix du pétrole. Elle remonterait ensuite pour atteindre 1,3 % en 2027, puis 1,8 % en 2028. L'inflation hors énergie et alimentation, principalement liée à l'inflation dans les services, resterait à peu près stable sur l'horizon de projection (autour de 1,6-1,7 %).

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, l'Eurosystème a poursuivi sa phase d'assouplissement monétaire au cours du premier semestre 2025. Le taux de dépôt est passé de 2,75 % début février à 2,00 % en juin, dernier mois de baisse. Les taux ont donc reculé au total de 2,00 points de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

Chiffres clefs



Chiffre d'affaires

2025 : -1,4%
2026 : +0,6%

Effectifs

2025 : -0,3%
2026 : -1,0%

Investissements

2025 : -6,8%
2026 : -9,8%



Chiffre d'affaires

2025 : +0,1%
2026 : +2,6%

Effectifs

2025 : +1,2%
2026 : +0,3%



Production totale

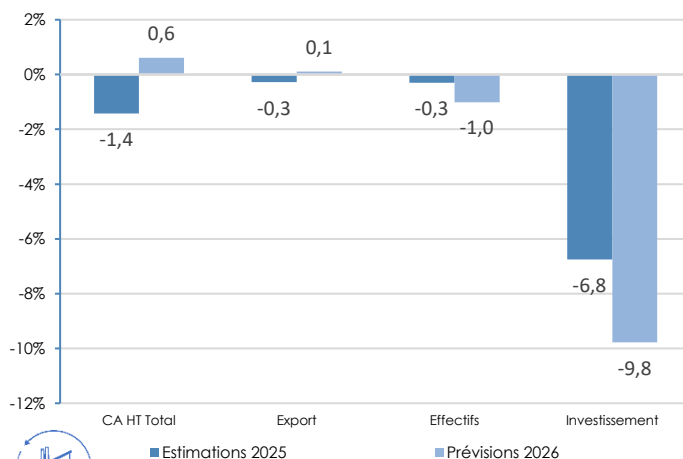
2025 : -2,7%
2026 : -2,9%

Effectifs

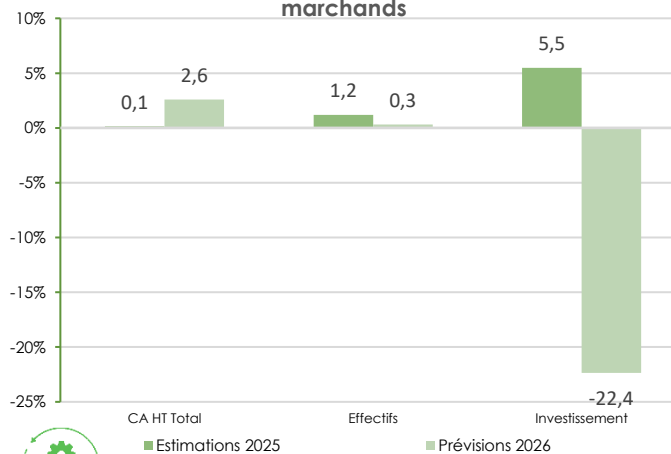
2025 : +1,9%
2026 : -3,1%

Situation régionale

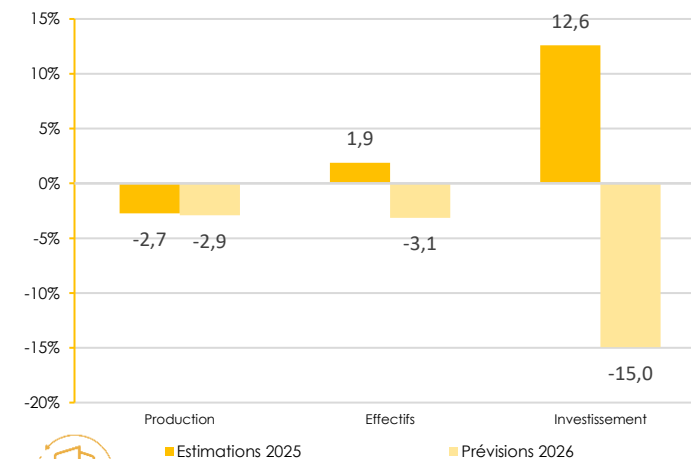
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

En 2025, les trois secteurs étudiés rencontrent des difficultés pour développer leur chiffre d'affaires. Si les entreprises des services marchands parviennent à maintenir leur niveau d'activité, celles de l'industrie et de la construction enregistrent un repli. Pour 2026, un rebond modéré est attendu dans les activités manufacturières, tandis que les professionnels de la construction anticipent un nouveau recul de leur production.

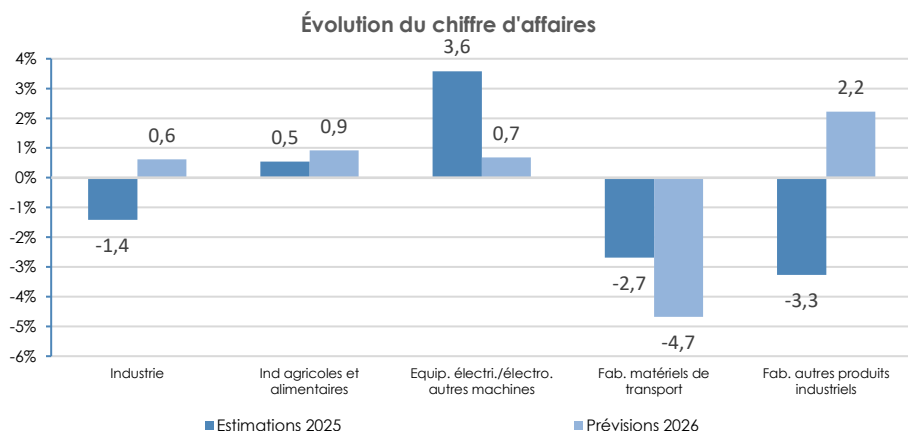
Malgré ce contexte peu favorable, l'emploi demeure relativement préservé. Le recul des moyens humains reste limité dans l'industrie, tandis que des recrutements sont observés dans les activités tertiaires (construction et services marchands). En 2026, des embauches sont envisagées par les dirigeants des services marchands, alors que des ajustements à la baisse devraient intervenir dans les secteurs de l'industrie et de la construction.

Les investissements connaissent une nette diminution dans l'industrie, une tendance qui devrait s'accroître lors de l'exercice suivant. À l'inverse, les services marchands et la construction enregistrent une hausse des acquisitions en 2025, avant une nette réduction des budgets pour 2026.



Synthèse de l'Industrie

En 2025, les industriels de la région connaissent un léger repli de leur activité. Les fabricants de matériels de transport et des autres produits industriels font face à une baisse marquée de leurs courants d'affaires tandis que l'agroalimentaire et le secteur des équipements électriques et électroniques connaissent une tendance plus favorable. Les prévisions tablent sur un rebond modéré du chiffre d'affaires à l'exception des constructeurs de matériels de transport. Les effectifs diminuent faiblement mais cette tendance s'accroîtrait sur l'exercice suivant du fait de la réduction du personnel intérimaire.

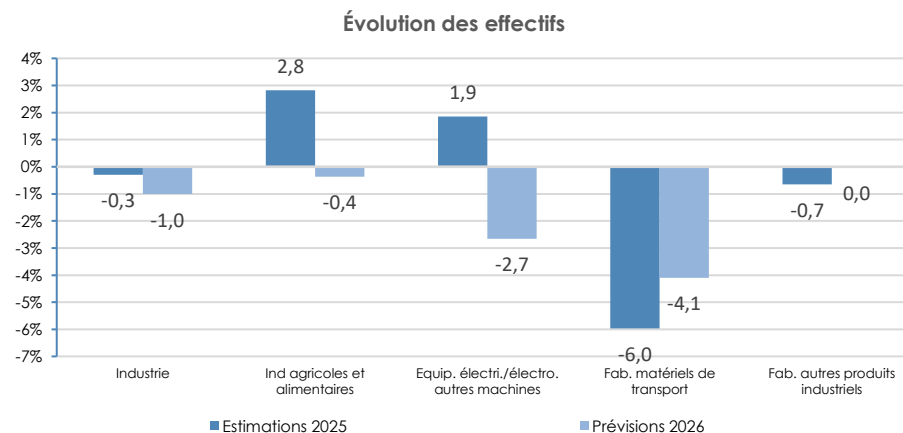


Au global, l'orientation du chiffre d'affaires en 2025 s'avère défavorable dans l'industrie régionale, avec des évolutions hétérogènes selon les sous-secteurs. Si la principale branche, à savoir les autres produits industriels (notamment la métallurgie, la chimie et le travail du bois et imprimerie) et celle des fabricants de matériels de transport (notamment l'automobile), reculent nettement, l'agroalimentaire et la fabrication des équipements électriques et électroniques enregistrent une progression de leurs courants d'affaires.

Pour l'année 2026, les industriels prévoient un léger rebond d'activité. L'ensemble des dirigeants anticipe une reprise plus ou moins modérée à l'exception des fabricants de matériels de transport qui projettent une dégradation de la situation actuelle.

En 2025, l'emploi s'avère plutôt préservé bien que le nombre de salariés dans l'industrie fléchisse légèrement. Les branches connaissant une évolution positive de leur courant d'affaires (l'agroalimentaire et les fabricants électriques et électroniques) renforcent leurs moyens humains avec conjointement des recrutements permanents et du personnel intérimaire. Pour les dirigeants des autres produits industriels, les départs en retraite et/ou démissions sont remplacés très partiellement par le recours à l'intérim. Enfin, pour les fabricants de matériels de transports, tant les effectifs titulaires que les salariés précaires (CDD et intérim) se réduisent.

Bien qu'une légère reprise du courant d'affaires soit annoncée en 2026, les industriels prévoient de diminuer leurs ressources humaines. Le principal levier actionné serait le recours au personnel intérimaire qui fléchirait significativement en lien avec des carnets de commandes encore fragiles.





20,7%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export

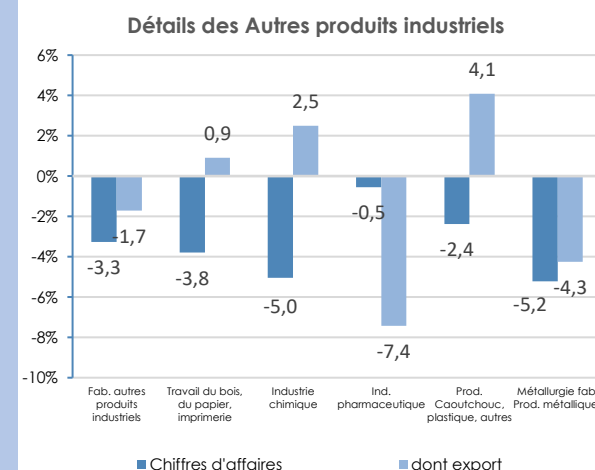
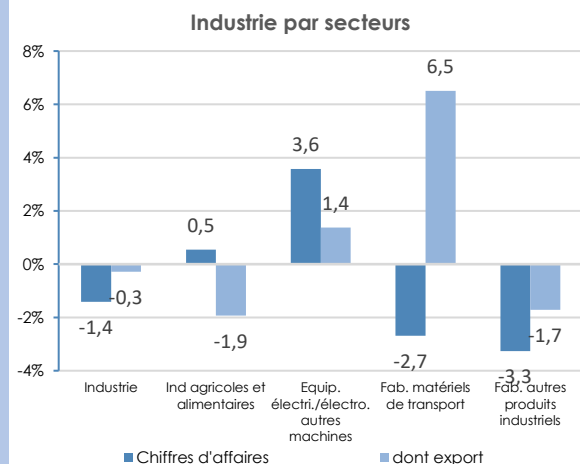
Le courant d'affaires recule légèrement, avec des évolutions contrastées selon les branches. Les fabricants de matériels de transport et d'autres produits industriels voient leur activité diminuer, tandis que les équipements électriques et l'agroalimentaire progressent. Dans ce secteur, les tendances sont toutefois nuancées : la filière des boissons accuse une baisse sensible alors que la transformation de la viande augmente. Au global, les exportations se maintiennent, et sont mêmes dynamiques pour les équipements électriques et dans l'automobile pour les modèles haut de gamme.

Baisse modérée du niveau des ventes.

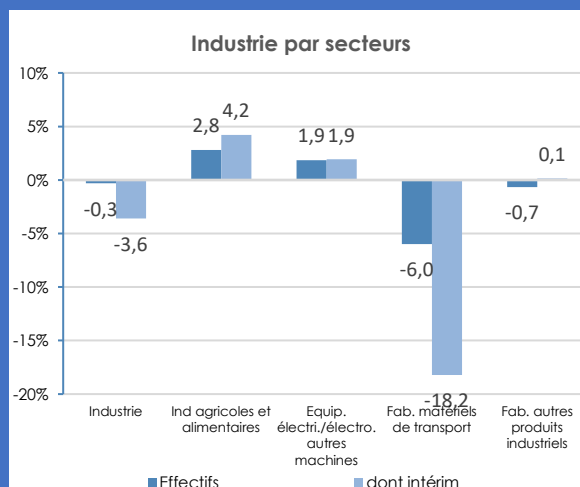
Chiffre d'affaires, dont export

La branche des autres produits industriels, qui emploie le plus de salariés, enregistre un net repli de son chiffre d'affaires. L'ensemble des sous-secteurs est concerné par cette diminution. La baisse la plus marquée touche la métallurgie, pour laquelle les entrées d'ordres se raréfient, tant sur le marché national qu'à l'international. Globalement, la demande extérieure s'inscrit en recul. Si certaines branches parviennent à accroître leurs ventes à l'exportation, ces performances restent insuffisantes pour compenser la faiblesse de la demande française.

Forte réduction de l'activité.



Bilan 2025

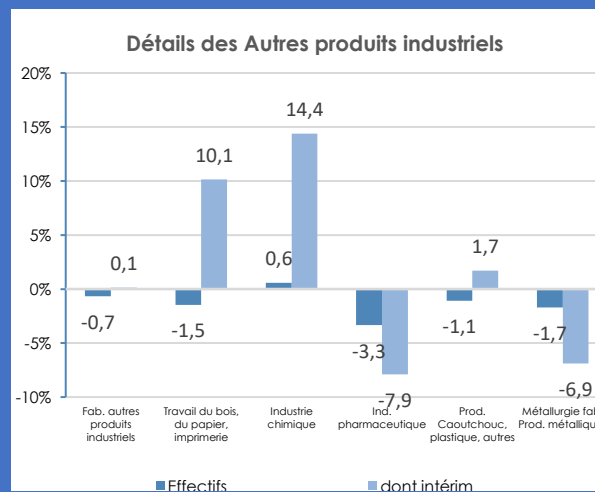


Léger fléchissement du nombre de salariés avec une baisse du volant d'intérimaires.

Trois orientations se distinguent en 2025. Tout d'abord, les branches connaissant une hausse de leur chiffre d'affaires, étoffent leurs équipes avec du personnel permanent et intérimaire. Ensuite, celle des autres produits industriels procède à des remplacements ciblés du personnel titulaire avec notamment un recours limité à l'intérim. Enfin, les fabricants de matériels de transport réduisent simultanément les emplois précaires et les salariés internes.

Stabilité du volant d'intérimaires et réduction des salariés internes.

Les effectifs totaux diminuent légèrement, malgré le maintien du recours à l'intérim. La gestion du personnel varie selon les branches. Certaines filières réduisent conjointement les salariés permanents et le personnel intérimaire (métallurgie et industrie pharmaceutique). D'autres remplacent partiellement les départs avec de l'intérim (plasturgie, travail du bois et imprimerie). L'industrie chimique effectue, quant à elle, des recrutements et renforce son nombre de salariés temporaires.



Effectifs, dont intérim

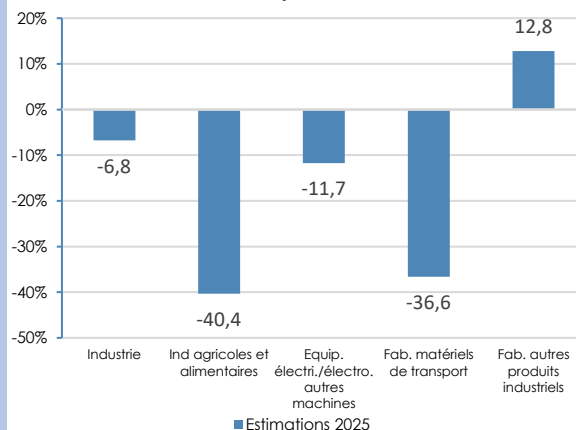
Effectifs, dont intérim



20,7%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteurs



Évolution des investissements

En 2025, les enveloppes dédiées aux nouvelles acquisitions enregistrent une baisse sensible. Les industriels privilégient l'optimisation des équipements existants plutôt que l'accroissement de leurs outils de production. Dans l'agroalimentaire, c'est la branche des boissons qui diminue nettement ses investissements par rapport à 2024. Dans la fabrication des autres produits industriels, seul secteur qui accroît son budget, c'est notamment l'industrie chimique qui augmente ses dépenses.

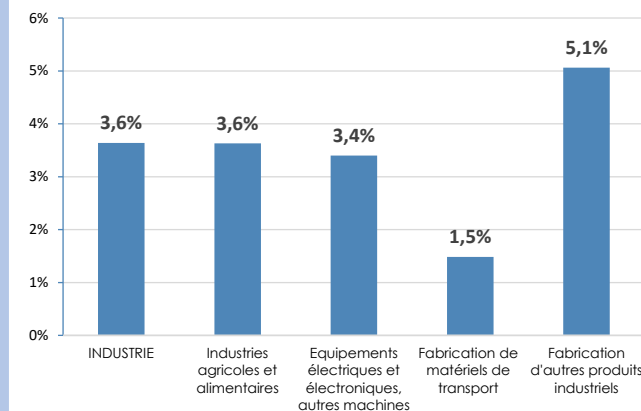
Réduction des fonds alloués aux investissements.

Répartition des investissements

Environ 3.6% du chiffre d'affaires global de l'industrie est consacré aux investissements. Les fabricants de matériels de transports connaissant une baisse d'activité, ils réduisent les budgets dédiés aux nouveaux actifs. Ainsi, la proportion consacrée aux acquisitions y est la plus modeste. La branche des autres produits industriels accroît ses dépenses, bien que les volumes d'affaires déclinent, d'où une part allouée aux investissements au-delà de 5% du chiffre d'affaires.

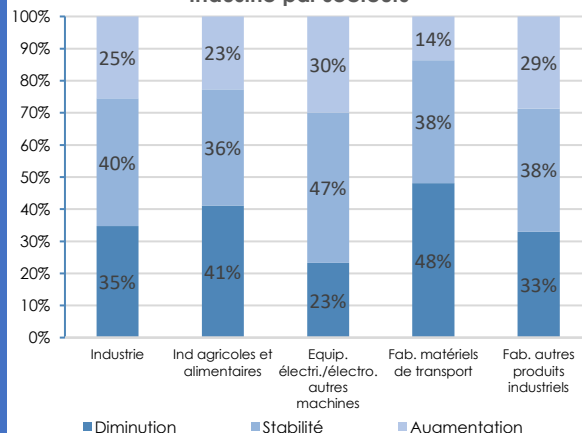
Des efforts d'investissement plutôt hétérogènes.

Investissements /CAHT



Bilan 2025

Industrie par secteurs



Des résultats qui peinent à croître.

Les trois quarts des industriels estiment que leurs rentabilités stagnent ou déclinent en 2025. Ce phénomène s'explique par un coût de la main d'œuvre plus élevé et des prix de vente qui progressent plus modérément que les années précédentes dans un contexte d'entrées d'ordres en léger retrait. Un constat préoccupant concerne les fabricants de matériels de transport qui sont près de neuf sur dix à observer une non-amélioration de leurs performances.

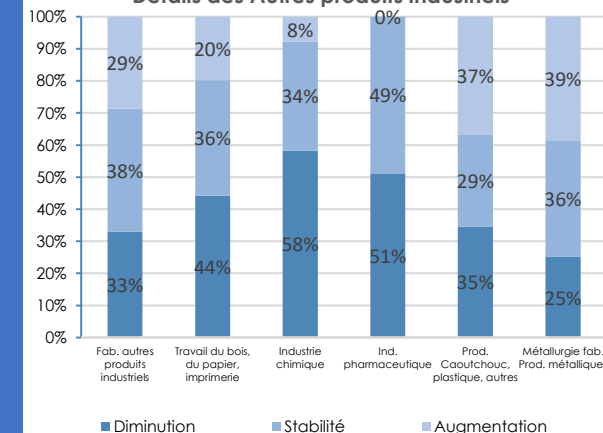
Rentabilité

Des performances stagnantes voire en diminution.

Une large majorité des acteurs des autres produits industriels considère que ses résultats sont stables voire en diminution. Cette tendance résulte notamment de l'orientation défavorable du courant d'affaires pour cette branche. Les professionnels des industries chimique et pharmaceutique sont quasiment unanimes sur ce constat.

Rentabilité

Détails des Autres produits industriels

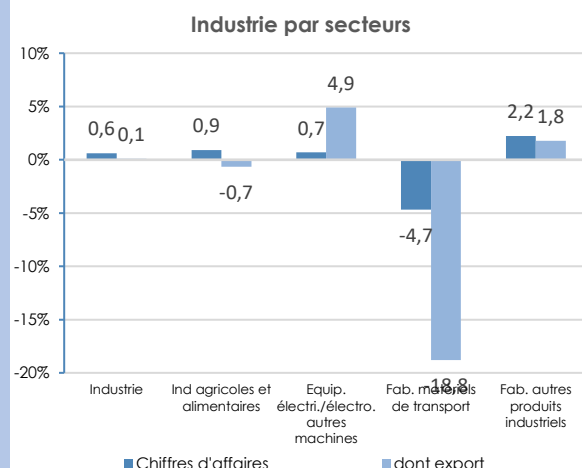




20,7%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



Les industriels de la région envisagent un léger rebond de leur courant d'affaires en 2026, tiré notamment par la demande française alors que les ventes à l'exportation stagneraient. Cette reprise serait cependant insuffisante pour retrouver le niveau de 2024. Les fabricants de matériels de transports dérogent à cette tendance générale avec des prévisions défavorables. Dans l'agroalimentaire, la transformation de la viande enregistrerait une nouvelle croissance d'activité tandis que les boissons subiraient un nouveau repli.

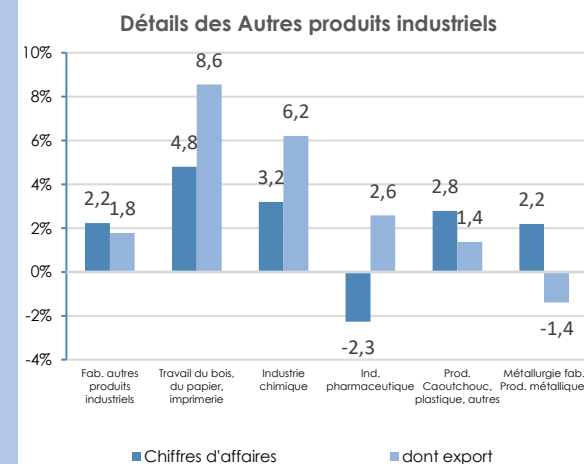
Progression limitée du courant d'affaires sauf pour le secteur de l'automobile, à nouveau en retrait.

Chiffre d'affaires, dont export

À l'exception de la branche de l'industrie pharmaceutique, qui prévoit un recul de son chiffre d'affaires, l'ensemble des autres produits industriels anticipe une reprise d'activité.

Les commandes étrangères devraient particulièrement progresser dans l'industrie chimique et dans la filière du travail du bois, papier et imprimerie.

Reprise modérée du volume d'affaires et accroissement limité des exportations.



Perspectives 2026

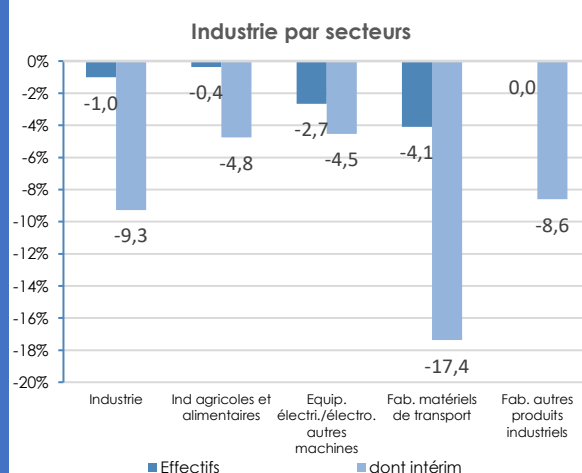
Poursuite de la baisse du recours aux intérimaires en 2026.

Bien qu'une amélioration de l'activité soit attendue en 2026, les industriels régionaux n'envisagent pas d'évolution à la hausse de leurs moyens humains. Le recul du recours à l'intérim devrait se poursuivre tandis que les recrutements pérennes seraient peu nombreux. L'agroalimentaire prévoit des embauches durables tout en réduisant les volants d'intérimaires, alors que les constructeurs de matériels de transport réduiraient à nouveau les contrats précaires ainsi que les effectifs permanents.

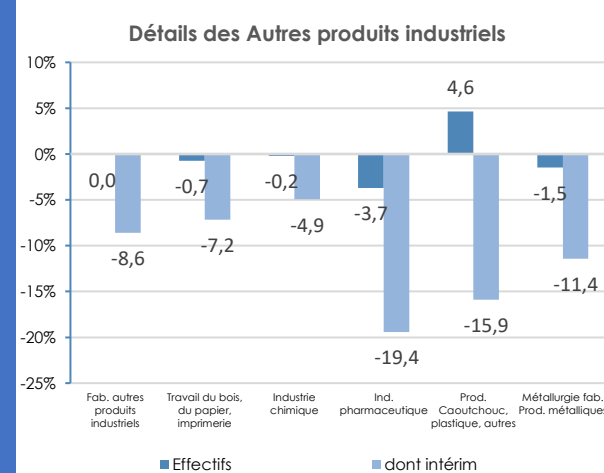
Un repli de l'intérim mais des recrutements durables.

L'intégralité des sous-secteurs des autres produits industriels procéderait à une réduction des intérimaires. Parallèlement à cette perspective, des recrutements durables s'opéreraient, tout particulièrement dans la filière de la plasturgie.

À noter que l'industrie pharmaceutique et la métallurgie envisageraient de diminuer leurs personnels, qu'ils soient internes ou extérieurs.



Effectifs, dont intérim

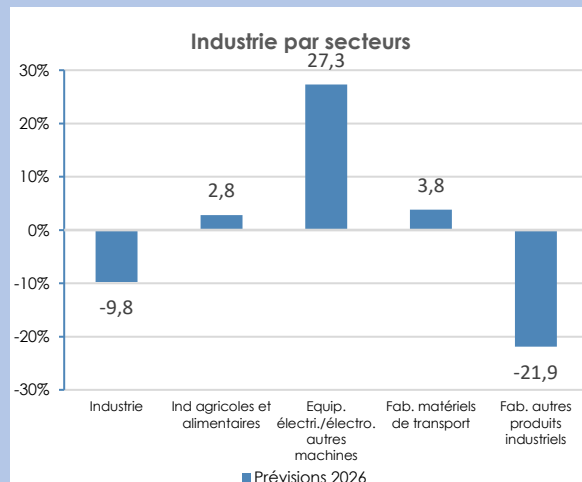


Effectifs, dont intérim



20,7%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région



Investissements

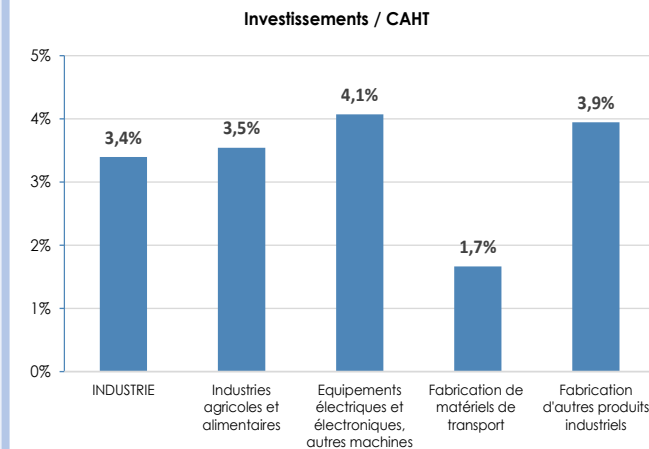
Les budgets dédiés aux nouvelles acquisitions devraient diminuer une nouvelle fois en 2026. La branche des autres produits industriels réduirait fortement son enveloppe après une année 2025 marquée par une progression des investissements. Les filières du travail du bois, papier et imprimerie et de la chimie, notamment, connaîtraient les baisses les plus marquées. Les fabricants d'équipements électriques et électroniques enregistreraient une forte progression, en lien avec des agrandissements de sites existants.

Des dépenses d'investissement en retrait pour 2026.

Orientation des prévisions

En 2026, près de 3,4% du chiffre d'affaires global serait consacré aux investissements. La part la plus modeste resterait celle des fabricants de matériels de transport, malgré un budget en progression, dans un contexte de diminution du chiffre d'affaires. Dans la production des autres produits industriels, les industries chimiques (7,5%) et pharmaceutiques (4,7%) enregistreraient les proportions les plus élevées, malgré toutefois une réduction des fonds alloués pour ce dernier secteur.

Des budgets limités dans un contexte de croissance modérée du chiffre d'affaires.



Perspectives 2026

Des résultats annoncés stables pour la majorité des entreprises.

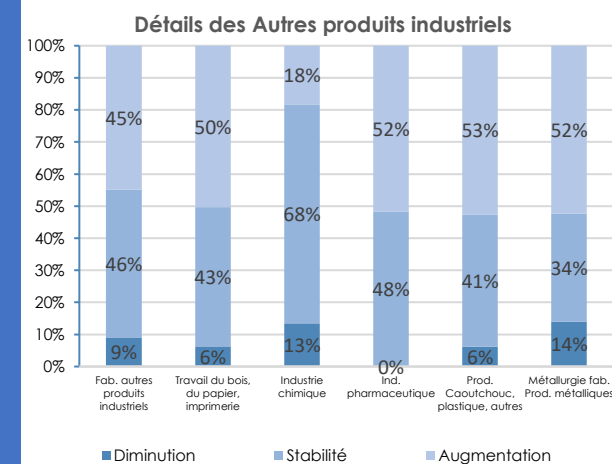
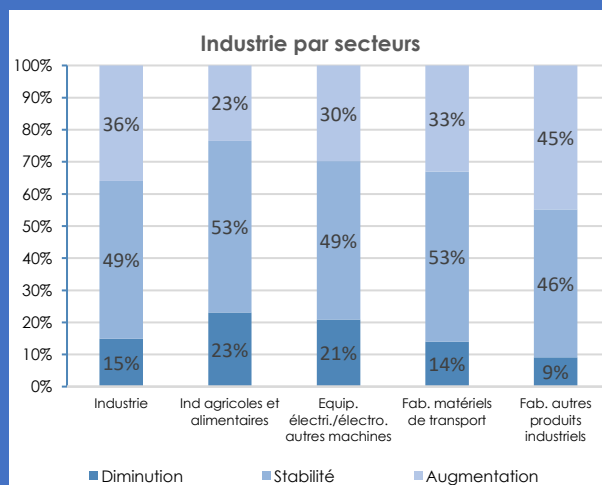
Les perspectives de rentabilité pour 2026 sont mitigées. Si un industriel sur deux anticipe, par prudence, une stabilité de ses performances, ils sont un peu moins de 40% à prévoir un accroissement de leurs résultats. Dans l'agroalimentaire, la moitié des fabricants de boissons anticipent une diminution de leur rentabilité, alors qu'ils ne sont que 5 % dans la transformation de la viande.

Rentabilité

Une minorité d'industriels avec des prévisions de performances en baisse.

Dans l'ensemble des branches des autres produits industriels, très peu de chefs d'entreprise anticipent une baisse des performances en 2026. Au global, la répartition entre augmentation et stabilité prévue s'avère à peu près équivalente (45% à 46%), même si dans le secteur de la chimie les perspectives sont plus mesurées avec près de 70% de stabilité attendue. Dans la métallurgie, a contrario, seuls 34% des anticipations s'orientent vers une rentabilité équivalente à l'an passé.

Rentabilité

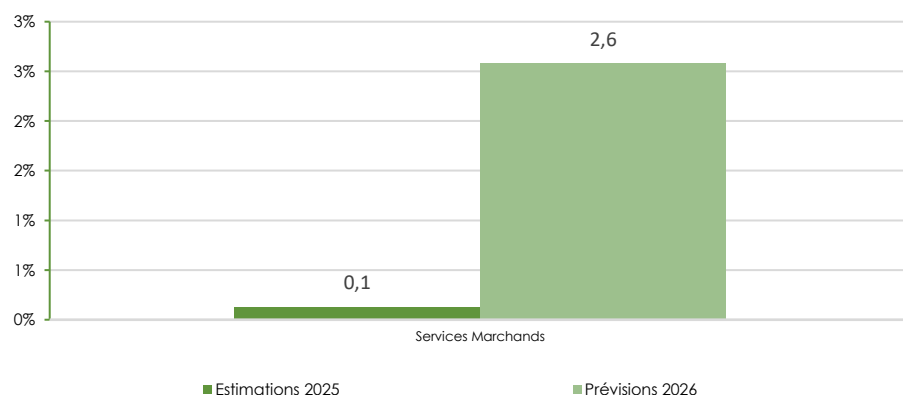




Synthèse des services aux entreprises

Les acteurs des services marchands réussissent à maintenir leurs chiffres d'affaires en 2025, du fait notamment d'une élévation des prix de vente de leurs prestations. Des recrutements s'opèrent pour accompagner la croissance de certaines filières, ou par des opportunités du marché du travail pour les branches sous tension de main d'œuvre qualifiée. En 2026, une progression de l'activité est prévue avec une hausse limitée des moyens humains.

Évolution du chiffre d'affaires



Le chiffre d'affaires des services marchands se stabilise en 2025, porté notamment par la revalorisation tarifaire des prestations. Les évolutions sectorielles demeurent toutefois hétérogènes : alors que l'information communication, ainsi que dans une moindre mesure le transport entreposage, enregistrent une croissance de l'activité, l'hébergement restauration et les activités spécialisées subissent un recul de la demande.

Pour 2026, les professionnels anticipent une hausse du nombre de prestations, en lien avec le regain, bien que modéré, de l'activité industrielle et avec une demande plus dynamique. Toutes les branches s'inscriraient dans cette tendance positive, et le sous-secteur de l'information communication afficherait à nouveau une progression particulièrement soutenue de son courant d'affaires.

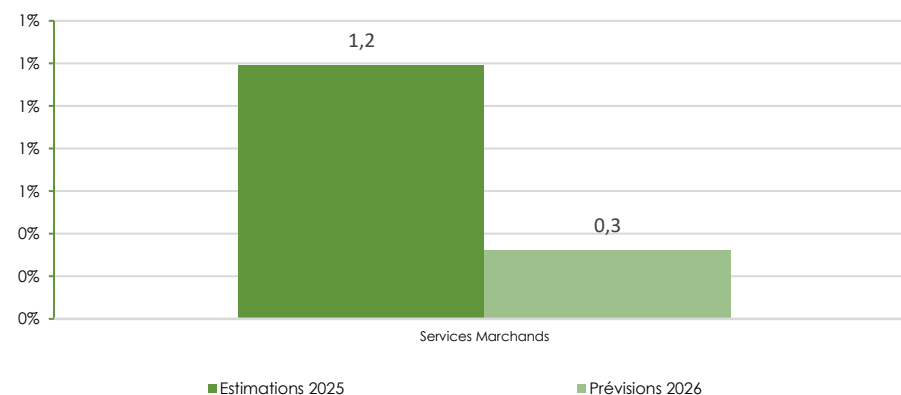
Bien que le nombre de prestations reste stable, les dirigeants réalisent des recrutements en 2025.

Plusieurs facteurs expliquent cette dynamique :

- Dans certaines filières, comme la restauration ou l'ingénierie, les tensions persistantes sur le marché du travail et la pénurie de candidats incitent les entreprises à renforcer leurs équipes ou limiter la baisse d'effectifs, même sans croissance du volume d'activité ;
- Pour la branche de l'information communication, la démarche est différente : il s'agit d'accompagner une activité croissante en consolidant et en élargissant les équipes. Par ailleurs, de nombreux dirigeants anticipent dès la fin de l'année les besoins futurs et engagent des recrutements en prévision d'une hausse d'activité.

Ainsi, en 2026, les ressources humaines devraient s'étoffer, mais plus faiblement. Une baisse des effectifs pourrait même se dessiner dans le secteur du transport entreposage.

Évolution des effectifs



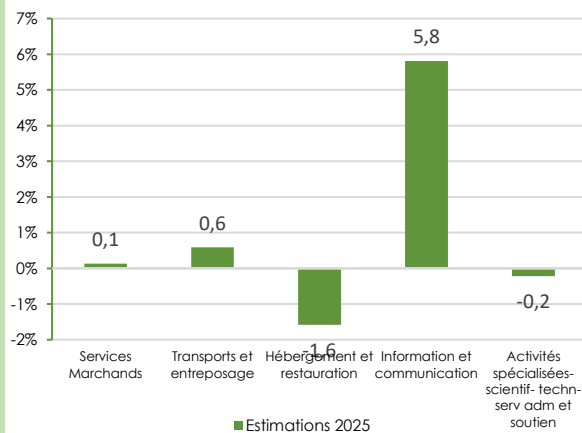
Source Banque de France – SERVICES AUX ENTREPRISES



38,3%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution du chiffre d'affaires



Chiffre d'affaires

Le courant d'affaires se maintient en 2025 par le biais notamment d'une hausse des prix de vente des prestations. Les performances les plus notables se situent dans la branche de l'information et communication et notamment l'activité programmation. À contrario, la restauration et l'ingénierie (dans la branche des activités spécialisées), constatent un repli du chiffre d'affaires.

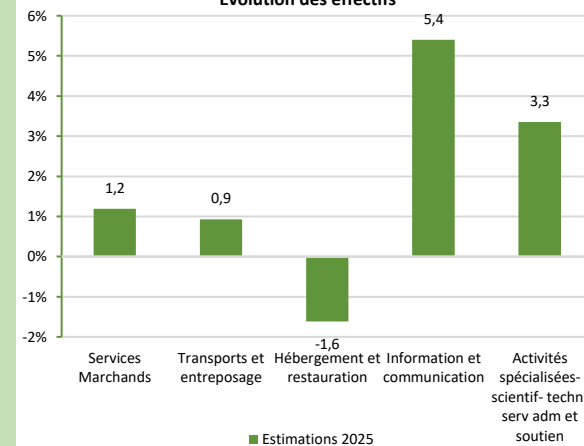
Stabilité du nombre des prestations avec des disparités selon les branches.

Effectifs

Les ressources humaines s'étoffent dans l'intégralité des sous-secteurs des services marchands à l'exception de l'hébergement et la restauration. Cette diminution concerne surtout les hôteliers. À l'inverse, les activités spécialisées (notamment les entreprises de nettoyage et l'ingénierie) et l'information communication réalisent des recrutements.

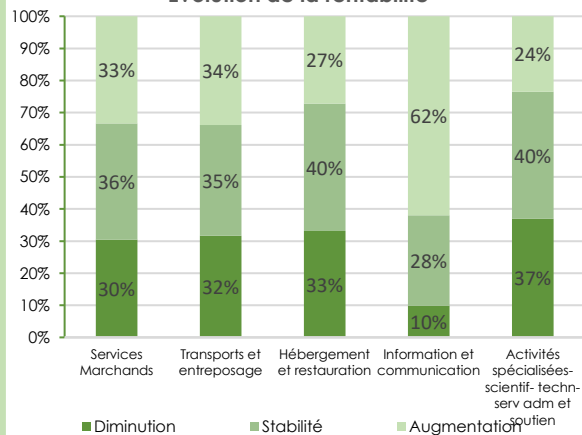
Des embauches dans plusieurs branches des services marchands.

Évolution des effectifs



Bilan 2025

Évolution de la rentabilité



Perspectives positives limitées et concentrées dans les activités numériques.

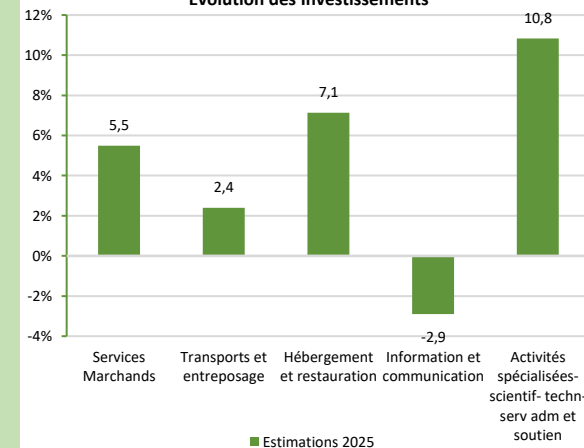
La stabilité des performances domine les perceptions des dirigeants, et ce dans l'ensemble des secteurs à l'exception de l'information et communication. Cette branche, dont l'activité croît, enregistre des résultats en augmentation en 2025. À noter dans le sous-secteur des activités spécialisées que 56 % des chefs d'agence d'intérim constatent une diminution des résultats.

Rentabilité

Accroissement des actifs en 2025.

Les budgets dédiés aux investissements se concentrent surtout dans le transports et entreposage ainsi que dans l'hébergement et restauration. En 2025, ces deux branches augmentent leurs enveloppes. Une nette croissance des acquisitions est également observée dans les activités spécialisées, notamment comptables et juridiques. Il s'agit principalement d'opérations immobilières et de rachats de fonds de commerce.

Évolution des Investissements



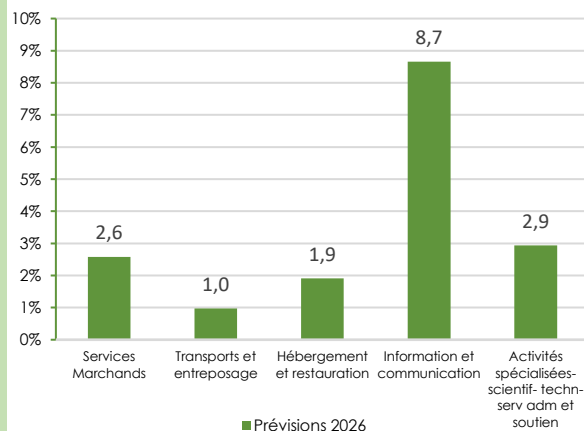
Investissements



38,3%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution du chiffre d'affaires



Chiffre d'affaires

Les prévisions d'activité s'orientent favorablement pour l'intégralité des branches des services de marchands. Pour l'information et communication, l'année 2026 serait une poursuite de la bonne orientation du carnet de commandes observée en 2025. Le secteur des transports et entreposage bénéficierait notamment de la reprise modérée de l'industrie. L'ingénierie (dans les activités spécialisées) connaîtrait un rebond significatif du courant d'affaires.

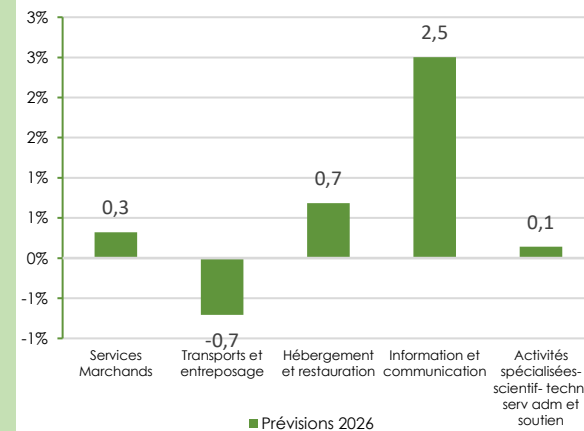
Hausse généralisée du chiffre d'affaires en 2026.

Effectifs

Après les recrutements effectués en 2025, les professionnels du secteur sembleraient limiter les embauches en 2026. Les entrepreneurs de la branche de l'information et communication dérogeraient à cette tendance du fait de la nécessité d'étoffer leurs équipes dans le cadre d'une croissance d'activité soutenue. Dans les activités spécialisées, les nouveaux arrivants se situent notamment dans l'ingénierie et dans les agences d'intérim. Dans la branche transports et entreposage, les réductions se concentreraient surtout sur l'activité entreposage.

Des recrutements limités et ciblés en 2026.

Évolution des effectifs



Perspectives 2026

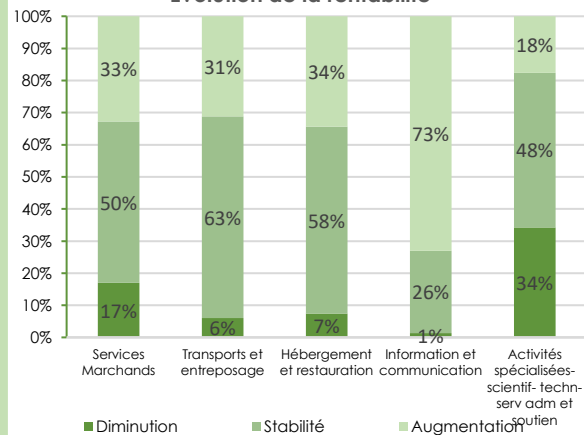
Un maintien global des résultats en 2026.

Comme en 2025, une part élevée des entrepreneurs prévoit une stabilité des résultats. À nouveau, seuls les professionnels de l'information et communication dérogent à ce constat avec une seconde croissance de rentabilité attendue dans 73 % des cas. Dans les activités spécialisées, en revanche, près des deux tiers des chefs d'agence d'intérim anticipent une diminution de leurs performances.

Repli généralisé et important des investissements pour 2026.

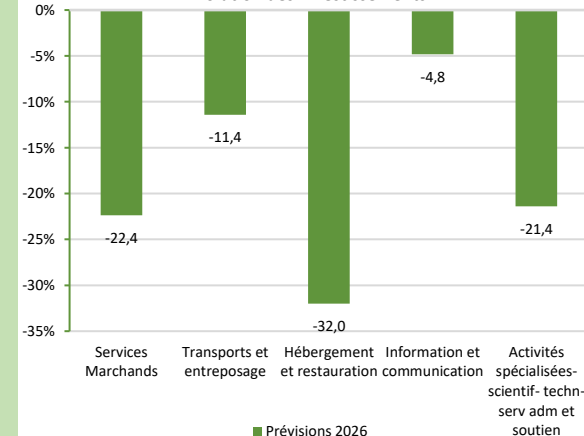
Après la hausse des acquisitions en 2025, les budgets seraient réduits significativement dans l'ensemble des branches. Dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, plusieurs projets immobiliers arrivent à leur terme en 2025, tandis que peu de nouveaux programmes sont prévus en 2026. Pour les activités spécialisées, il s'agit de fonds de commerce acquis en 2025 qui ne le seront plus l'année suivante.

Évolution de la rentabilité



Rentabilité

Évolution des Investissements

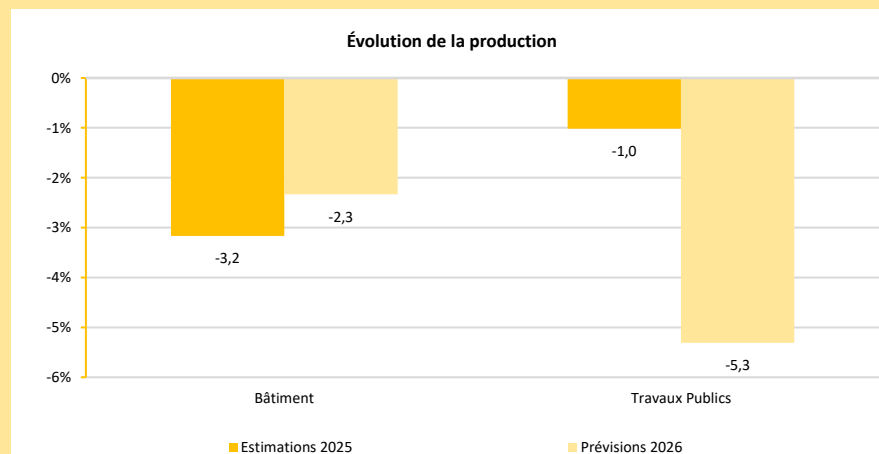


Investissements



Synthèse du secteur de la construction

Le secteur de la construction enregistre un recul en 2025 touchant l'ensemble des branches (bâtiment et travaux publics). Malgré ce contexte défavorable, l'emploi reste globalement préservé et certains métiers continuent même d'étoffer leurs équipes. Pour 2026, le manque de commandes pèserait à nouveau sur l'activité. Les prévisions demeurent mal orientées avec un chiffre d'affaires en retrait et des réductions d'effectifs.

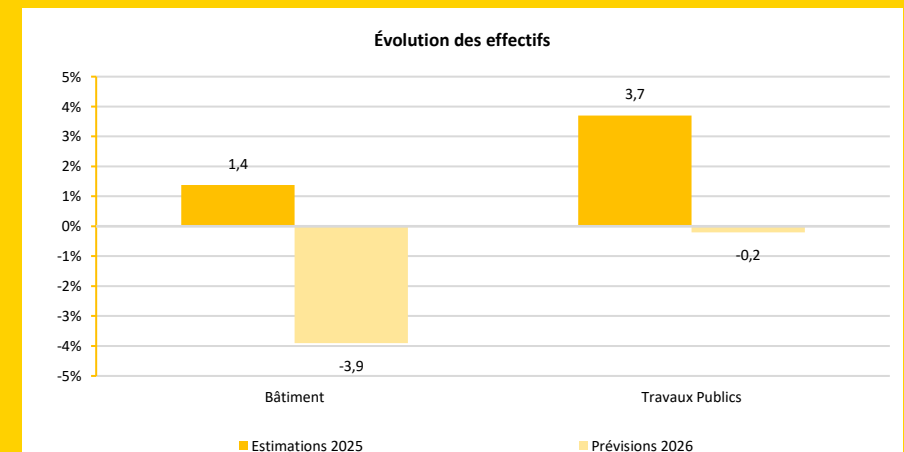


Les acteurs de la construction enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires en 2025. Le gros œuvre est la branche la plus touchée, pénalisée par un net recul de la demande. Les travaux publics subissent également une évolution défavorable, mais font preuve d'une meilleure résilience.

Pour 2026, aucun signe d'amélioration ne se profile et les prévisions d'activité font état d'un nouveau repli. Les travaux publics subiraient une contraction marquée, tandis que le gros œuvre enregistrerait une légère progression, néanmoins insuffisante pour compenser les volumes perdus en 2025.

Les entreprises de la construction effectuent des recrutements, en combinant embauches durables et intérim pour adapter leurs équipes, malgré une activité défavorable. Dans les travaux publics, c'est notamment le personnel permanent qui progresserait au détriment des intérimaires.

Après les recrutements de 2025, les entreprises du secteur prévoient une réduction de leurs effectifs, essentiellement via une forte baisse du recours à l'intérim. Le gros œuvre fait exception, avec des embauches anticipées grâce à de meilleures perspectives pour 2026.



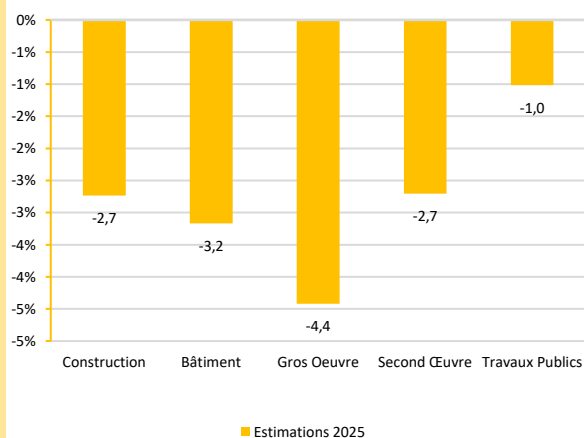
Source Banque de France – CONSTRUCTION



8,2%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

L'activité sur les chantiers s'inscrit en retrait pour l'ensemble des branches de la construction. Dans le bâtiment, le gros œuvre enregistre le repli le plus marqué, avec notamment la construction de maisons individuelles et les travaux de montage de structure métallique qui déclinent sensiblement. Dans le second œuvre, bien qu'au global le chiffre d'affaires régresse, certaines branches connaissent une augmentation comme les travaux d'isolation ou d'installation d'équipements thermiques et climatiques. Les travaux publics, quant à eux, diminuent légèrement.

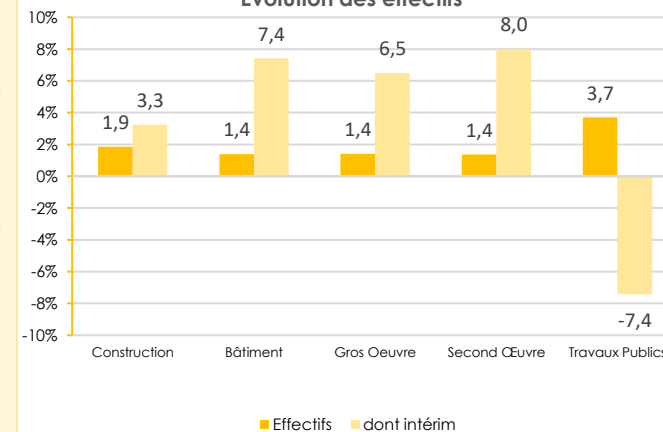
Repli global de l'activité sur les chantiers.

Effectifs, dont intérim

Malgré une conjoncture défavorable, les entreprises du secteur de la construction réalisent des recrutements durables tout en ayant recours à l'intérim. Cette stratégie leur permet d'intégrer les profils les plus adaptés à leurs besoins. Dans le second œuvre, les activités de charpente ainsi que les travaux de revêtements de sols se distinguent par leur dynamisme en matière d'emploi. À l'inverse, les effectifs des installateurs électriques enregistrent une baisse.

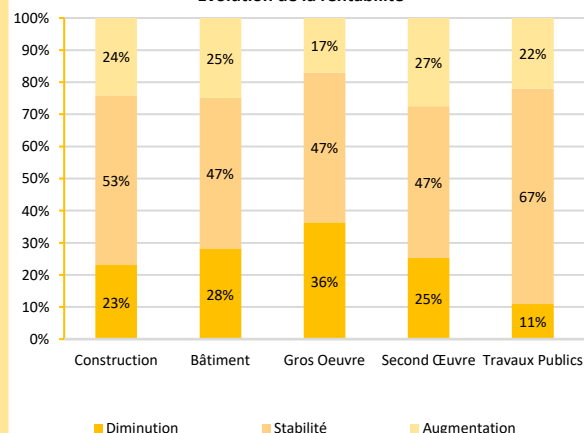
Emploi préservé malgré la diminution d'activité.

Évolution des effectifs



Bilan 2025

Évolution de la rentabilité



Stabilité globale des résultats.

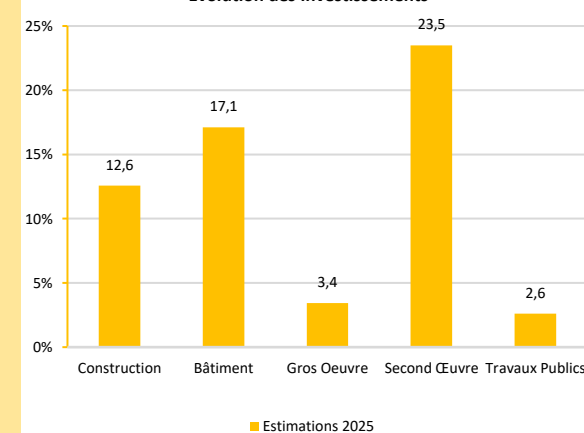
Un peu plus de la moitié des dirigeants estiment que leurs performances sont stables en 2025. Cette proportion atteint près des deux tiers parmi les acteurs des travaux publics. Il est également à noter que les installateurs d'équipements thermiques et climatiques (dans le second œuvre), dont le chiffre d'affaires est en croissance, sont plus de la moitié à constater une amélioration de leur rentabilité.

Rentabilité

Hausse générale des investissements.

Dans le gros œuvre, les entreprises de montage de structures métalliques se distinguent par une progression marquée de leurs investissements. Dans le second œuvre, les installateurs électriques, les spécialistes des équipements thermiques et climatiques ainsi que les entreprises de plâtrerie augmentent également leurs dépenses. Du côté des travaux publics, les constructeurs de réseaux électriques et de télécommunications continuent d'élargir leurs actifs.

Évolution des Investissements

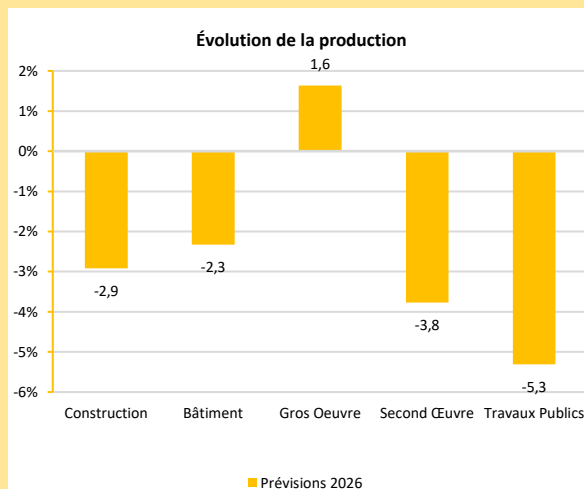


Investissements



8,2%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

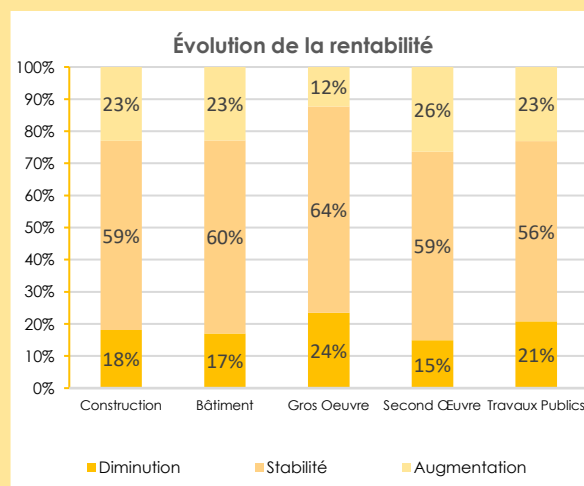
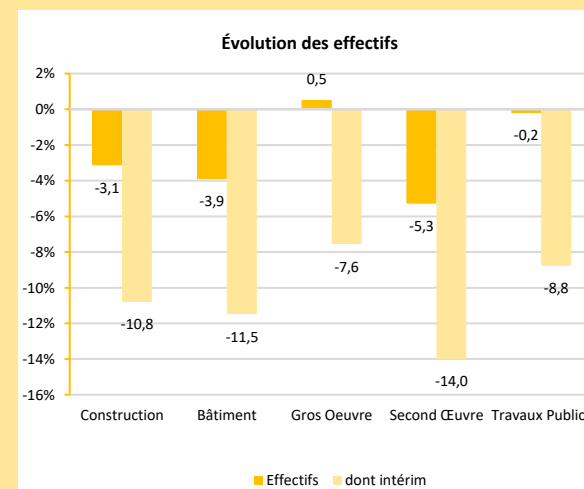
En 2026, les acteurs de la construction feraient de nouveau face à un recul de leur chiffre d'affaires. Seule exception : le gros œuvre, dont l'activité progresserait légèrement. Toutefois, cette hausse ne compenserait pas la forte baisse subie en 2025, et le niveau de 2024 ne serait pas retrouvé. Dans le second œuvre, bien que certains métiers comme l'isolation ou les revêtements de sols devraient croître, l'ensemble de la branche enregistrerait un repli. Les travaux publics, connaîtraient une seconde baisse marquée, notamment dans les constructions de routes et le terrassement.

Nouveau retrait de l'activité.

Effectifs, dont intérim

Après les recrutements réalisés en 2025, les acteurs du secteur procéderaient à une réduction de leurs effectifs, principalement en diminuant nettement leur volant d'intérimaires. Le gros œuvre se démarquerait toutefois de cette tendance : des embauches y seraient prévues, en lien avec des perspectives d'activité en hausse pour 2026. Dans le second œuvre, ce sont les moyens humains des installateurs électriques qui reculeraient le plus fortement.

Baisse des ressources humaines et du recours à l'intérim.



Des résultats globalement stables.

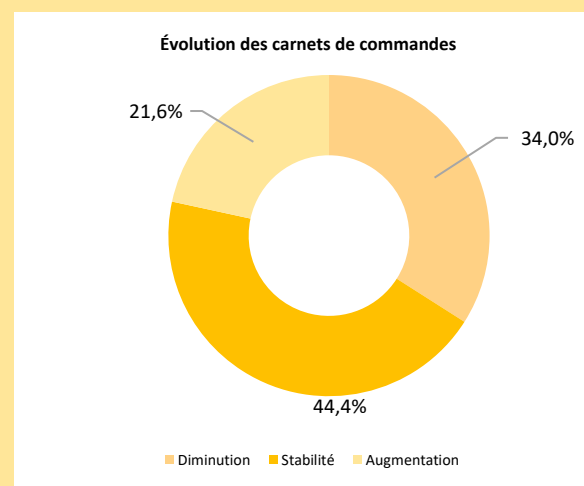
Une majorité de dirigeants anticipe une stabilité de leur rentabilité. Toutefois, certains métiers se distinguent : près des deux tiers des entreprises de travaux de démolition dans le gros œuvre et des installateurs d'équipements thermiques et climatiques dans le second œuvre, prévoient une amélioration de leurs performances. À l'inverse, les constructeurs d'ouvrages d'art et de réseaux pour fluides, dans les travaux publics, envisagent plutôt une baisse de rentabilité.

Rentabilité

Perspectives 2026

Des carnets de commandes encore insuffisants, qui peinent à se remplir.

La demande ne devrait pas se renforcer en 2026. Un peu moins de la moitié des dirigeants anticipe en effet une stabilité du volume de commandes. Dans les travaux publics, 57 % des entreprises prévoient une dégradation de leur carnet. Dans le bâtiment, seules certaines filières du second œuvre bénéficient d'une visibilité satisfaisante, notamment les installateurs thermiques et climatiques, ainsi que les spécialistes de l'isolation et de la charpente.



Carnets de commandes



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2024-2025-2026).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

1943 entreprises nous ont répondu. Elles représentent :

Un effectif global de 221 851 personnes

Un chiffre d'affaires global de 72 753 M€





Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	773	144 471	266 510	54,2
Ind agricoles et alimentaires	116	24 557	30 171	81,4
Equip. électri./électro. autres machines	129	31 334	47 924	65,4
Fab. matériels de transport	44	23 353	25 777	90,6
Fab. autres produits industriels	484	65 226	141 960	45,9

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services Marchands	567	42 877	260 072	16,5
Transports et entreposage	166	13 366	61 088	21,9
Hébergement et restauration	178	5 290	91 731	5,8
Information et communication	38	6 866	20 838	32,9
Act spécialisées, scientif, techn	185	17 355	103 804	16,7

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Construction	603	34 538	115 940	29,8
Bâtiment	497	24 223	91 868	26,4
Gros Oeuvre	143	6 340	21 810	29,1
Second Oeuvre	354	17 883	70 058	25,5
Travaux Publics	106	10 314	24 072	42,8





Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Crédits aux sociétés non financières
 Épargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Grand Est Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

3 place Broglie CS 20410 - 67002 - STRASBOURG CEDEX

 **03.88.52.28.71**

 **region44.conjoncture@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Alan PIAT, Rédacteur en chef

Directeur de la publication

Laurent SAHUQUET, Directeur de la publication

